

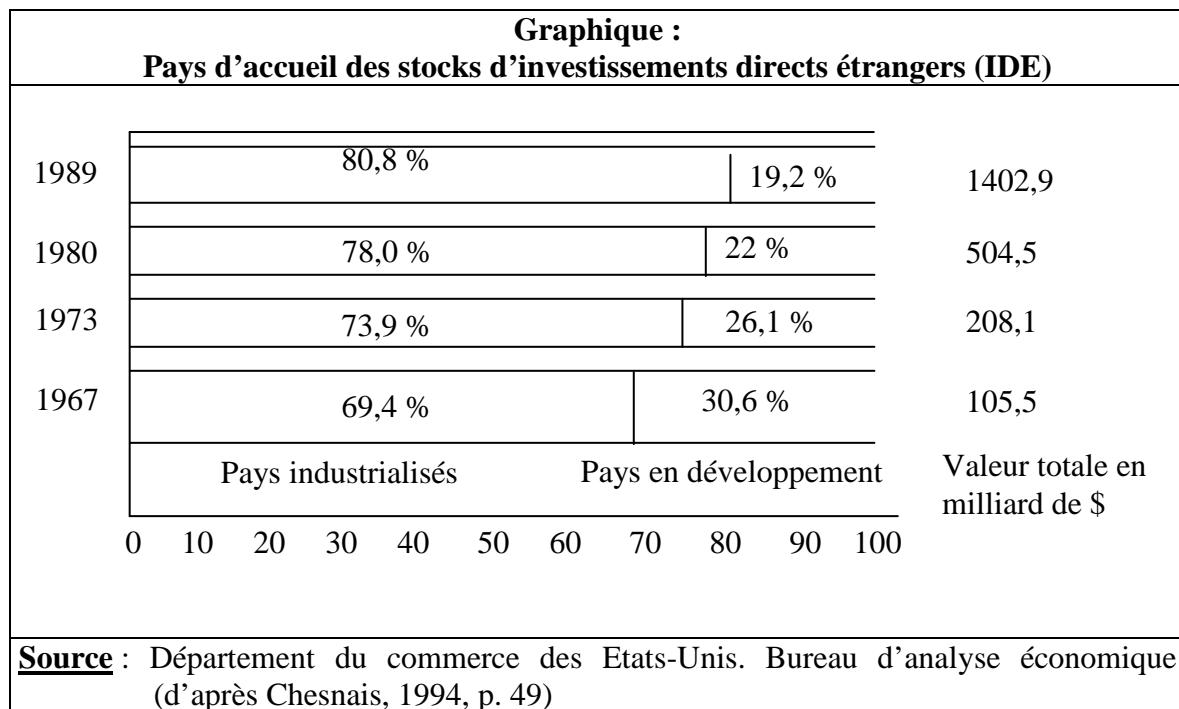


**SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

**DISSERTATION**

**SUJET** : Après avoir rappelé les avantages supposés du libre-échange au niveau mondial, vous montrerez dans quelle mesure la mondialisation est un phénomène plutôt excluant pour certaines catégories de pays.

**DOCUMENT 1**



**DOCUMENT 2**

**Tableau**  
**Matrice des stocks (flux cumulés) d'investissements directs**  
**tous secteurs en 1990 (en pourcentage du total du stock mondial d'IDE)**

Destination \ Origine	PI	EU	EO	JA	AU	PED	Monde
Pays industrialisés (PI)	78	22	44	2	10	16	94
Etats-Unis (EU)	19	–	13	1	5	6	25
Europe de l'Ouest (EO)	46	14	27	1	4	6	52
Japon (JA)	9	6	2	–	1	3	12
Autres (AU)	4	2	2	–	–	1	5
Pays en dévellop. (PED)	4	2	2	–	–	2	6
Monde	82	24	46	2	10	18	100

**CLASSES DE TERMINALE****DOCUMENT 3**

<b>Les flux d'investissements directs vers les régions en développement : 1987-1992 (en milliards de dollars et en pourcentage)</b>			
	1987-1989	1990-1992	% du total 1987-1992
Afrique subsaharienne	5,1	4,3	6
Afrique du Nord	4,1	3,4	5
Proche-Orient	2,1	3,4	3
Asie du sud	1,2	1,5	2
Extrême-Orient	21,2	45,6	43
Amérique Latine	20,9	34,6	36
Europe de l'Est	0,3	7,5	5
Total régions en développement	54,9	100,3	100

**Source** : Banque mondiale. World Debt Tables (1994), calculs de J. Adda (1996.t.1).

**DOCUMENT 4**

<b>Part relative du marché mondial des produits manufacturés</b>				
	<b>EXPLOITATION</b>			
		<b>1980</b>		<b>1990</b>
Pays industrialisés de l'OCDE		62,9		72,4
Dont G-7		45,2		51,8
Dont Triade		54,8		64,0
Reste du monde		37,1		27,6
Dont 11 pays		7,3		14,6
Dont les 102 pays les plus pauvres		7,9		1,4
<b>TOTAL</b>		<b>100,0</b>		<b>100,0</b>

1. Hong Kong, Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Turquie, Thaïlande, Chine, Mexique, Malaisie, Inde, Israël.

**Source** : Données extraites du tableau dressé par Ugur Muldur. Les formes et les indicateurs de la globalisation. FAST. Commission des Communautés Européennes, Bruxelles, 1993 (Petrella, 1995, p. 135).

**DOCUMENT 5: Les quatre « dragons » d'Asie : l'exception ?**

Au sein du Tiers Monde, seuls quelques pays ont réussi à émerger. C'est incontestablement le cas de la Corée du Sud et de Taïwan. Ces deux pays sont entrés dans le club étroit des pays développés par une voie qui n'a rien à voir avec les recettes préconisées par le FMI et la Banque mondiale (Coutrot et Husson, 1993, p. 125-130 ; Ugarteche, 1997, p. 71-86).

HongKong et Singapour occupent une place à part : ces deux villes sont des centres principalement financiers. HongKong est désormais rendu à la Chine populaire et son avenir économique lui est lié. La Corée du sud, Taïwan, Hongkong et Singapour, en 1990, auraient réalisé, selon la Banque mondiale, 61 % des exportations manufacturières de l'ensemble du Tiers Monde.

**CLASSES DE TERMINALE**

Quant aux quelques autres pays du Tiers Monde qui semblaient connaître un décollage certain, comme le Mexique, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines que la Banque mondiale et le FMI citaient en exemple jusqu'à ce que ces pays connaissent une crise majeure (respectivement en décembre 1994 et en 1997-1998), ils sont fragilisés à la fois par leur endettement extérieur, par le déficit structurel de leurs échanges et par le caractère volatil des flux financiers dont ils « bénéficient » depuis le début des années 1990.

**Source** : Eric Toussaint (la bourse ou la vie p. 58)

**DOCUMENT 6 : Commerce mondial : les échanges entre les pays industrialisés dominent**

<b>Part de trois grands ensembles de PVD dans les exportations mondiales 1950-1990 (en %)</b>			
	1950	1980	1990
Amérique latine	12,4	5,5	3,9
Asie	13,1	17,8	14,0
Afrique	5,2	4,7	1,9

**Source** : Overbeck, 1994 (cité par Went, 1996. p. 42).

**DOCUMENT 7 : Les multinationales se mettent hors marché : le commerce intra-firme**

Au moins un tiers des échanges qui ont lieu dans le monde se fait à l'intérieur des sociétés multinationales. Il en découle que les statistiques sur le commerce mondial qui se fondent sur les échanges entre pays ne sont pas en mesure de refléter la réalité des échanges sur le plan de la planète.

Alors que les multinationales proclament leur adhésion à la religion du marché qui implique une situation de concurrence systématique, elles se soustraient à cette concurrence dès qu'elles le peuvent. Elles ne laissent pas au marché le soin de fixer les prix des produits qu'elles utilisent. Elles organisent les échanges entre leurs différents sièges selon une logique qui n'a rien à voir avec le principe du libre-échange qu'elles professent. « Fais ce que je te dis de faire, pas ce que je fais ».

Ce qui est remarquable, c'est que ceux qui tentent de justifier cette pratique invoquent les « imperfections » ou les « défaillances » du marché. Un de ceux-ci (M. Casson, Transaction Costs and the theory of the multinational enterprise) cite les obstacles que les multinationales évitent en se mettant hors marché : l'absence de contact entre l'acheteur et le vendeur, l'ignorance des désirs réciproques, l'absence d'accord sur le prix, l'absence de confiance dans l'adéquation des marchandises aux spécificités fixées au départ, l'existence de tarifs douaniers, l'absence de confiance, dans la restitution en cas de non-paiement... (Chesnais, 1994)

M. Casson a-t-il pensé que cela pouvait constituer une critique générale à l'égard du « tout au marché » ?

**DOCUMENT 8 : La dégradation des conditions de vie dans le monde vue par le PNUD**

Données extraites du Rapport 1997 au PNUD sur le développement humain dans le Monde (rendu public en français en juin 1997).

*« Au cours des quinze à vingt dernières années, plus de cent pays du Tiers Monde ou de l'ex-bloc de l'Est ont souffert d'un effondrement de la croissance et de baisses de niveau de vie plus importantes et plus durables que tout ce qu'ont pu connaître les pays industrialisés lors de la grande crise des années 1930 ».*

Dans le Monde du 11 octobre 1996, l'administrateur du PNUD, James Gustave Speth précisait : *« En réalité, dans plus d'une centaine de pays, le revenu par habitant est aujourd'hui plus bas qu'il n'était il y a quinze ans (c'est-à-dire en 1980-1981 au début de la généralisation des politiques néolibérales, N.D.R) ; En clair, près de 1,6 milliard d'individus vivent plus mal qu'au début des années 80 »*